

CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 22 JUIN 2007

Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin sous la présidence du Premier ministre, Dr. Navinchandra Ramgoolam, et a, entre autres:-

1. pris note des retombées de la mission du Premier ministre au Royaume-Uni du 4 au 9 juin 2007.

Le Premier ministre était l'invité du *Wilberforce Lecture Trust* et de la *Hull and Humber Chamber of Commerce*, dans le cadre de la commémoration du bicentenaire de la loi portant sur l'abolition de la traite des esclaves, votée par le Parlement britannique en 1807.

Dans le cadre des activités liées aux événements commémorant le *Wilberforce Bill*, l'Institut Wilberforce pour les études sur l'esclavage et l'émancipation qui a été établi par l'Université de Hull pour faire des recherches sur l'esclavage, la diaspora noire et les questions contemporaines de justice sociale, a tenu une série de causeries sur l'abolition de la traite des esclaves.

Deux Premier ministres, nommément le Dr. Navinchandra Ramgoolam et l'hon. Owen Arthur des Barbades, avaient été choisis pour parler sur la traite des esclaves. D'autres personnalités étaient également invitées pour aborder le sujet, l'archevêque Desmond Tutu et le duc de York.

Le *Wilberforce Lecture Trust* a présenté la *Wilberforce Medal* au Premier ministre pour son engagement en faveur des droits humains.

Le Premier ministre a visité la *Wilberforce House*, lieu de naissance de William Wilberforce, maintenant convertie en un musée qui retrace sa vie et son œuvre. Ce musée est la plaque tournante des commémorations à Hull du bicentenaire de l'abolition de la traite des esclaves.

Le Premier ministre était l'invité d'honneur à l'exposition annuelle - *Chamber Expo 2007* – organisée par la *Hull and Humber Chamber of Commerce*. Il a procédé à l'ouverture officielle de l'exposition où Maurice avait un stand. Il a, dans son discours, souligné les nombreuses opportunités pour établir des liens commerciaux entre la région de Hull and Humber et Maurice.

Le Premier ministre a également visité le *Malet Lambert School Language College* où des étudiants ont présenté une pièce de théâtre sur l'esclavage à Maurice.

L'honorable Alan Johnson, secrétaire d'Etat à l'Education et président en exercice du parti travailliste britannique a accueilli le Premier ministre. Les deux personnalités ont évoqué la coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation et de la formation, en particulier la possibilité d'augmenter le nombre d'étudiants mauriciens en Grande Bretagne. Le Premier ministre a également abordé le récent jugement sur les Chagos et la marche à suivre. Le jumelage de *Malet Lambert School* à une école secondaire à Maurice a été convenu.

Le Premier ministre a dévoilé une œuvre commémorative relative à la ville de Hull en présence du maire, du leader du conseil de la ville de Hull et du président du *Wilberforce Lecture Trust*. L'œuvre qui symbolise la lutte pour l'abolition de l'esclavage que William Wilberforce a menée et qui commémore le 200^e anniversaire de l'abolition du *Slave Trade Act* sera exposée en permanence au conseil de la ville.

Le Premier ministre a aussi visité l'Université de Hull. Au cours des dix dernières années, 34 étudiants mauriciens ont obtenu des diplômes de l'Université dans les sujets allant du droit à la chimie, la santé, l'ingénierie et le commerce. En reconnaissance de la visite du Premier ministre, le vice-Chancelier a annoncé la mise sur pied d'un programme pour l'octroi de bourses aux étudiants mauriciens. Ce programme permettra à trois mauriciens de poursuivre des études post-universitaires à l'Université. Cette bourse comprendra les frais académiques des étudiants et prévoit une contribution pour leurs frais de voyage et de séjour.

Le Premier ministre a également visité, à l'invitation de son conseil d'administration, la *Capio Yorkshire Clinic* où il a exercé comme médecin résident de 1982 à 1985.

2. donné son aval à la présentation à l'Assemblée nationale du *Courts (Amendment) Bill* pour apporter des amendements au *Courts Act* afin de permettre à la Cour suprême de siéger pendant toute l'année pour entendre des procès criminels comme c'est le cas pour les autres procès. Cela en vue de réduire le long délai pour fixer les procès criminels logés en Cour suprême et d'entendre de nombreux cas criminels sérieux datant de 2002.
3. pris note des retombées de la visite, les 7 et 8 juin 2007, à Londres, de l'Attorney-General et ministre de la Justice et des Droits humains. Lors de sa visite, le ministre a rencontré son homologue britannique, Lord Goldsmith QC, et a eu des discussions avec les *Law Lords* et la greffière du *Privy Council* afin que le Comité judiciaire puisse siéger à Maurice dès septembre 2008 pour entendre des appels et définisse les modalités s'y rattachant. Dans cette optique, l'Attorney-General a aussi rencontré Lord Bingham of Cornhill, *Senior Law Lord*, *Lord of Appeal* et *Privy Coucillor*, Lord Roger of Earlsferry, Lord Carswell, Lord Brown of Eaton-Under-Heywood et Lord Mance, ainsi que la greffière du *Privy Council*, Mme. Mary Mc.Donald.

La proposition que le Comité judiciaire siège à Maurice a, en principe, été acceptée par le Comité judiciaire. Toutefois, d'autres discussions seront tenues avec la greffière qui projette de séjourner à Maurice du 10 au 15 septembre 2007.

4. pris note que le ministère du Tourisme, des Loisirs et des Communications extérieures, en collaboration avec le *Board of Investment*, la *Mauritius Tourism Promotion Authority*, *Enterprise Mauritius* et d'autres organisations des secteurs privé et public, orchestrera un exercice de branding pour Maurice en vue d'obtenir un maximum d'ouverture internationale et de mieux projeter l'image de Maurice comme non seulement une destination touristique établie mais aussi comme lieu privilégié pour l'investissement et les affaires. Cela comme annoncé dans le discours budgétaire 2007-2008.

Le Conseil a également pris note qu'un comité ministériel sous la présidence du vice-Premier ministre et ministre du Tourisme, des Loisirs et des Communications extérieures sera mis sur pied pour superviser l'exercice de branding et pour assurer un engagement au niveau national.

5. pris note qu'une commission d'enquête a été mise sur pied sous la présidence d'un juge pour examiner le processus d'approvisionnement de certains médicaments en 2004 et 2005, pour lesquels des rapports d'analyse défavorables avaient été reçus.

Les termes de référence pour la commission d'enquête sont les suivantes:

- (i) Examiner le processus d'approvisionnement des médicaments incriminés avec pour but de déterminer:
 - (a) si les procédures établies ont été suivies tout au long de l'exercice d'appel d'offres, c'est-à-dire de la préparation des dossiers d'appel d'offres à la livraison des médicaments; et
 - (b) si les médicaments étaient conformes aux spécifications.
 - (ii) Vérifier si des mesures appropriées et immédiates ont été prises après la réception des résultats de l'analyse effectuée par le laboratoire de contrôle de l'Afrique du Sud; et
 - (iii) Faire les recommandations appropriées.
6. pris note que les examens du *Certificate of Primary Education* (CPE) se tiendront les 23, 24, 25 et 26 octobre 2007. Cette année, 26 593 candidats sont inscrits, y compris ceux de Rodrigues et d'Agalega. De ces 26 593 candidats, 24 503 sont des écoliers tandis que 2 090 sont des candidats privés. Les résultats du CPE seront proclamés le 13 décembre 2007. Les admissions pour la *Form 1* et la filière pré professionnelle auront lieu le 20 décembre 2007.
 7. pris note des dispositions pour la mise en vente des biens mobiliers de la *Development Works Corporation*, conformément à l'engagement pris par le gouvernement à la fermeture de cet organisme. Ces biens seront vendus, à un prix forfaitaire, aux anciens employés qui ont pris leur retraite volontairement ou avec l'entrée en vigueur de la *DWC (Repeal) Act*, cela en vue de leur permettre de créer leur propre entreprise.
 8. pris note que le ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et des Coopératives, apportera tout son soutien et offrira des facilités pour encourager les membres du public à se regrouper dans des sociétés coopératives alimentaires et à cultiver des fruits sur les terrains disponibles dans leurs localités respectives. Cela afin de doter la population, surtout ceux venant des régions défavorisées, des capacités nécessaires pour améliorer leur niveau de vie et d'encourager des actions collectives et de groupe. Ces personnes bénéficieront aussi de conseils pour des opérations de transformation post-récolte et pour des activités à valeur ajoutée.

Cette initiative entraînera non seulement la création d'emplois productifs mais contribuera aussi à résoudre en partie les problèmes sociaux et économiques associés au chômage. Elle permettra aussi aux entrepreneurs potentiels de venir de l'avant avec des projets et d'augmenter les recettes d'exportation.

9. pris note de la situation politique aux Comores et décidé que Maurice participera aux travaux du comité ministériel comprenant l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, les Seychelles et Maurice, prévu le 23 juin 2007 afin de trouver une solution diplomatique à la situation qui prévaut dans l'archipel. Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération assistera à la réunion.
10. pris note des travaux entrepris au niveau de la SADC relatifs aux bénéfices commerciaux que les Etats membres de la SADC pourraient tirer dans le cadre de la Coupe du monde de football qui se tiendra en Afrique du Sud en 2010. La Coupe du monde de football est considérée comme l'événement sportif le plus prestigieux et est une occasion pour attirer les touristes.

Dans ce contexte, Maurice se propose de faire coïncider les Commémorations du Bicentenaire de la bataille navale de Grand Port avec la Coupe du Monde 2010. La possibilité de tenir une *Tall Ships Race* entre Port Louis et Durban et d'organiser des camps d'entraînement à Maurice en vue de la Coupe du monde 2010 est envisagée.

11. pris note des activités organisées par le ministère de la Fonction publique et des Réformes administratives à l'occasion de la Journée de l'Afrique pour la Fonction publique et l'administration et de la Journée des Nations unies pour la Fonction publique, conjointement célébrées le 23 juin.

Les objectifs de la Journée de l'Afrique pour la Fonction publique et la Journée des Nations unies sont de:

- (a) réfléchir sur le rôle et les responsabilités de la fonction publique en terme de mission et d'objectifs, de programmes et projets et de difficultés et défis à surmonter;
- (b) valoriser les compétences des fonctionnaires et faire connaître l'importance de la fonction publique pour la contribution positive qu'elle apporte à la population, à la société civile, au secteur privé et au Gouvernement; et
- (c) récompenser, motiver et encourager les fonctionnaires pour leurs contributions par rapport aux programmes et projets, innovations et autres changements qu'ils auront apportés et pour lesquels ils méritent d'être récompensés.

Le thème de la journée cette année est « Promouvoir la bonne gouvernance avec l'accent sur la lutte anti-corruption et l'éthique ».

12. pris note qu'Infotech 2007 et la conférence régionale des TIC se tiendront du 8 au 12 août au Centre international de conférences Swami Vivekananda. Infotech, évènement annuel axé sur les TIC, a pour objectif de promouvoir le développement du secteur de la technologie informatique et de la communication à Maurice. Infotech vise à sensibiliser la population aux tout derniers développements en matière de TIC, tout en promouvant ce secteur à devenir le prochain moteur de croissance, conformément à la politique du gouvernement de faire des TIC le cinquième pilier de l'économie.
13. pris note que la liste d'études prioritaires (LIPFS) a été mise à jour par le ministère de l'Education et des Ressources humaines, tenant compte du manque de compétences dans les sphères jugées d'importance capitale pour le développement socio-économique du pays et des prévisions concernant la disponibilité de ressources humaines de haut niveau sur le marché du travail dans les court et moyen termes. La LIPFS est un document de référence pour ceux qui poursuivent des études supérieures pour l'octroi de bourses par des agences gouvernementales ou d'autres agences et pour le renforcement des capacités au niveau tertiaire.
14. pris note que le 4^e Accord Consortium entre la *Tertiary Education Commission* (TEC) et l'*University Grants Commission* (UGC) de l'Inde a été signé le 18 avril 2007. L'accord tient compte des besoins émergents et les défis du secteur de l'enseignement supérieur.

Le programme d'échange culturel entre Maurice et l'Inde comprend des échanges éducatifs dans le secteur tertiaire. Afin de renforcer les arrangements existants et d'organiser davantage d'activités dans la poursuite de l'excellence dans le domaine de l'éducation tertiaire et de la recherche, la TEC et l'UGC de l'Inde ont travaillé en collaboration pendant les 14 dernières années. Ce partenariat comprend particulièrement des échanges du personnel enseignant et non-enseignant ainsi que des étudiants pour la formation et l'amélioration des qualifications et entreprendre des programmes de recherches conjoints.

Sous le 3^e accord TEC/UGC, qui couvre la période 2001 à 2006, les institutions tertiaires ont reçu le support de l'UGC en ce qui concerne la promotion du développement du personnel et le rehaussement des compétences professionnelles. Pendant cette période, 23 Mauriciens ont bénéficié de ce partenariat. Dans le cadre de l'exercice de révision, une délégation de trois membres, dirigée par le Professeur Sukhadeo Thorat, le Président de l'UGC, a séjourné à Maurice du 15 au 19 avril 2007 et a eu des discussions avec la TEC.

Les projets suivants sont prévus sous ce 4^e accord: M. Phil/PhD, rehausser les aptitudes des enseignants, visite des académiciens, renforcement des capacités pour le personnel enseignant et non enseignant, programme d'échange académique et présentation des communications lors des conférences et séminaires.

15. pris note des recommandations faites par la firme KPMG dans son rapport d'évaluation des institutions offrant des services financés par le 'cess'- une taxe prélevée dans le secteur sucrier.

KPMG avait pour mandat:

- (i) d'examiner la structure et le rôle de toutes les institutions financées par le 'cess' prélevé sur les recettes sucrières et de préconiser des mesures visant à réduire les coûts et un nombre adéquat d'organisations nécessaires pour promouvoir le développement de l'industrie sucrière et de ses coproduits sur une base efficiente, avec une attention particulière pour la prestation de services relatifs à la préparation de la terre et à la culture, à la commercialisation et la diversification de produits, au contrôle de la qualité du sucre et des coproduits sucriers et à la recherche et la vulgarisation agricole; et
- (ii) de conseiller sur les méthodes les plus efficaces et efficientes de fournir ces services en gardant à l'esprit les baisses prochaines du prix du sucre, la centralisation des usines sucrières et la construction de centrales électriques à Maurice.

Le ministère de l'Agro-industrie et de la Pêche se propose de discuter des recommandations avec tous les partenaires du secteur.

16. pris note de la tenue à Maurice, du 23 juillet au 3 août 2007, des négociations régionales et des sessions spéciales axées sur la pêche, l'accès au marché, les questions liées au commerce et au développement. Ce forum sera organisé par le secrétariat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe dans le cadre des négociations pour les accords de partenariat économique.

L'objectif est de dégager la position du groupe de l'Afrique orientale et australe au terme des discussions au niveau technique qui ont eu lieu le mois dernier entre le groupe et l'Union européenne.

17. pris note des retombées du 12^e Sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) des Autorités des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenu les 22 et 23 mai 2007 à Nairobi au Kenya. Le Sommet était précédé de la 23^e Réunion du Conseil des ministres. Les réunions suivantes se sont tenues en marge du Sommet :

- (a) la septième Réunion ministérielle de l'Afrique orientale et australe ;
- (b) un *business forum* ; et
- (c) la quatrième table ronde des premières dames du COMESA.

Le thème du Sommet était « Approfondissement de l'intégration régionale pour la diversification et pour la valeur ajoutée».

Le Sommet a entre autres:

- (a) adopté la structure tarifaire externe commune du COMESA ayant trait à une catégorie de quatre bandes de matières premières avec la provision de flexibilité sur l'espace politique;
 - (b) favorablement accueilli la reprise plus tôt cette année des négociations de l'OMC dans le cadre du programme de Doha pour le développement et réitéré que le processus des négociations de l'OMC soit transparent, couvre tous les sujets et soit ouvert à tous les membres ;
 - (c) exhorté les Etats membres à poursuivre l'adoption des lois sur l'*e-legislation*, y compris sur le crime cybernétique et les transactions électroniques ; et
 - (d) recommandé aux Etats membres de promouvoir les technologies à valeur ajoutée et les industries engagées dans la transformation des produits agricoles comme faisant partie de la diversification des économies.
18. pris note des retombées de la participation, du 6 au 9 juin 2007, de la ministre de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale, du Bien-être des Personnes âgées et des Institutions réformatrices, à une conférence régionale sur la protection sociale et l'allègement de la pauvreté qui s'est déroulée en Afrique du sud. Cette conférence était axée sur les défis auxquels les pays de l'Afrique australe et de l'Amérique latine ont à faire face dans les secteurs de la protection sociale et de l'allègement de la pauvreté.

En marge de cette conférence, la ministre a rencontré M. Terry McKinley, directeur du Centre international de pauvreté avec lequel elle a discuté de programmes de coopération technique.

19. pris note des retombées de la première conférence des ministres des Sports de l'Union africaine qui s'est tenue les 7 et 8 juin 2007 à Addis Ababa en Ethiopie. Le ministre de la Jeunesse et des Sports y était présent.

La première session de la conférence des ministres des Sports de l'Union africaine avait pour objectifs:

- (a) de servir de tremplin pour l'harmonisation des politiques et des programmes sportifs sur le continent africain, tout en utilisant le sport comme véhicule pour la promotion de l'intégration, de la solidarité, de la paix et d'un style de vie saine; et
- (b) d'étudier le programme d'activités pour l'Année Internationale du Football Africain 2007 et soutenir l'Afrique du Sud comme pays qui accueillera la Coupe du Monde de football 2010.

La conférence a aussi considéré:-

- (i) la politique de la Commission de l'Union africaine et le programme sportif;
 - (ii) le rapport sur les activités de l'Année internationale du Football africain;
 - (iii) le programme d'activités 2007 à 2010 dans le cadre de la Coupe du Monde de Football 2010;
 - (iv) les préparatifs des Jeux d'Afrique et de l'*Afro-Asian Games* prévus en juillet 2007 en Algérie; et
 - (v) les préparatifs pour les Championnats d'Afrique d'Athlétisme qui auront lieu en mai 2008 à Addis Ababa en Ethiopie.
20. pris note des retombées de la 8^e réunion des ministres des affaires féminines du Commonwealth tenue à Kampala en Ouganda du 11 au 14 juin 2007. La réunion avait pour thème " Financer l'égalité des sexes pour le développement et la démocratie".

Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour:

- (a) Mobiliser les ressources financières pour l'égalité des sexes;
 - (b) Les mécanismes nationaux pour les femmes et le secteur public: Leur rôle dans le financement pour l'égalité des sexes;
 - (c) Le financement d'activités liées au VIH/SIDA: Les implications pour l'égalité des sexes; et
 - (d) L'investissement pour l'égalité des sexes : Promouvoir la paix et la démocratie.
21. pris note de la réélection du Professeur Indurlall Fagoonee, pro-vice chancelier de l'Université de Maurice à la Commission des limites du plateau continental de l'ONU. Son élection témoigne de notre bilan en matière de démocratie, bonne gouvernance, état de droit, promotion et protection des droits humains et de notre participation et contribution à la promotion des idéaux et du système multilatéral.

22 juin 2007

*Government Information Service
Prime Minister's Office
Port Louis*